
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de la République fédérative du Brésil****Projet de renforcement de la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est**

Numéro du programme: 2000002253

Cote du document: EB 2025/LOT/P.12

Date: 4 novembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 60.

Questions techniques:

Rocío Janet Medina Bolívar
Directrice régionale
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: r.medinabolivar@ifad.org

Arnoud Hameleers
Directeur de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
courriel: a.hameleers@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	2
II. Justification du financement additionnel	2
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	5
D. Coûts, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
IV. Exécution	12
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis
- III. Negotiated financing agreement

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale (LAC):	Rocío Janet Medina Bolivar
Directeur de pays:	Arnoud Hameleers
Coordonnateur de programme de pays:	Hardi Micheal Wulf Vieira
Responsable technique:	Oliver Page
Analyste des programmes:	Alessandra Di Giacomo
Responsable des finances:	Johanna Herremans
Spécialiste climat et environnement:	Oliver Page
Juriste:	Adriana Lucia Jáuregui Zabalaga

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	Banque brésilienne de développement (BNDES)
Organisme d'exécution:	BNDES
Coût total du projet:	Coût total: 283,26 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	30 millions d'USD
Conditions du financement initial du FIDA:	Prêt consenti à des conditions ordinaires à la BNDES
Montant du prêt additionnel du FIDA:	35 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 11 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Cofinanceur initial:	Fonds vert pour le climat (FVC)
Montant du cofinancement:	FVC: 99,5 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt (65,0 millions d'USD) et don (34,5 millions d'USD)
Contribution initiale de l'emprunteur/du bénéficiaire:	73 millions d'USD
Conditions de la contribution:	Prêt
Contribution additionnelle de l'emprunteur/du bénéficiaire:	25,8 millions d'USD
Conditions de la contribution additionnelle:	Prêt (15,4 millions d'USD) et don (10,4 millions d'USD)
Contribution initiale des bénéficiaires:	15,33 millions d'USD
Contribution additionnelle des bénéficiaires:	4,63 millions d'USD
Montant du financement initial du FIDA (action climatique):	28,3 millions d'USD
Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique)	34 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. **Contexte relatif aux changements climatiques.** Le Projet de renforcement de la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est (PCRP) est en cours d'exécution dans la région semi-aride du Nord-Est du Brésil. Cette région connaît depuis longtemps des périodes de grande sécheresse et de pénurie d'eau, notamment la sécheresse la plus intense de 2011 à 2016, qui ont entraîné un endettement généralisé des exploitants agricoles, des migrations forcées, des maladies, la malnutrition et des pertes agricoles estimées à 6 milliards d'USD. Par ailleurs, les tendances confirment un accroissement de la fréquence des sécheresses, de leur intensité et de leur étendue géographique, alors que les températures ont augmenté d'environ 0,8 °C entre 1901 et 2000 et devraient encore augmenter de 0,5 °C à 2,0 °C à l'horizon 2040. Les précipitations devraient globalement diminuer malgré des étés plus humides, avec des périodes de sécheresse plus longues et une plus grande variabilité, compromettant les moyens d'existence des populations rurales.
2. **Pauvreté et insécurité alimentaire.** Dans la région du Nord-Est, 50% de la population est confrontée à la pauvreté multidimensionnelle, et les taux d'extrême pauvreté atteignent 40% dans certains États. La mortalité infantile des zones rurales de cette région est presque deux fois plus élevée que la moyenne nationale, et le taux d'analphabétisme y est trois à quatre fois supérieur. La région affiche un taux d'insécurité alimentaire de 83,6%; elle fait face au double fardeau de la malnutrition et les progrès réalisés sont inégaux. Les populations traditionnelles et autochtones, qui présentent les taux de pauvreté les plus élevés, sont davantage vulnérables sur le plan nutritionnel.
3. **Changement du paradigme de production.** Le projet aide les petits exploitants à adopter des systèmes de production résilients face aux changements climatiques, qui accroissent la disponibilité et le débit de l'eau ainsi que sa rétention dans les sols. Son succès dépend des changements de comportement, du renforcement des organisations rurales et des investissements productifs ciblés — domaines dans lesquels le FIDA a prouvé son savoir-faire et son avantage comparatif, en s'appuyant sur son vaste portefeuille d'investissements dans le Nord-Est du Brésil.
4. **Financement inclusif.** Le projet privilégie tout particulièrement l'autonomisation des groupes les plus défavorisés, notamment les femmes, les jeunes ainsi que les communautés autochtones et traditionnelles. Sa structure de financement s'appuie sur l'accréditation obtenue en 2016 par le FIDA auprès du Fonds vert pour le climat (FVC), destinée à combiner des prêts concessionnels et des dons en faveur des populations les plus vulnérables du monde, tout en tirant parti des partenariats et du savoir-faire du FIDA établis de longue date dans la région du Nord-Est avec les États et les parties prenantes locales.
5. **Amplification de l'impact régional.** Afin d'étendre la résilience inclusive dans le Nord-Est, la Banque brésilienne de développement (BNDES) a officiellement demandé au FIDA en septembre 2024 un financement additionnel de 35 millions d'USD pour inclure les États de Piauí et de Paraíba. Ce financement sera assuré par un prêt accordé par le FIDA, issu du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE), dans le cadre de l'enveloppe de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), et il sera garanti par le Gouvernement fédéral. Le financement additionnel ne prolongera pas la période d'exécution du projet, et il ne modifiera pas non plus les populations ciblées (voir la note de décision pour plus de précisions).

B. Description du projet initial

6. Au FIDA, le projet s'intitule officiellement Projet de renforcement de la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est (en portugais, *Semeando Resiliência Climática em Comunidades Rurais no Nordeste*). Au Brésil en revanche, un nom légèrement différent le désigne: *Projeto Resiliência Climática no Nordeste – Sertão Vivo+*, tel qu'adopté par le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. Par souci de clarté, il convient de noter que les deux intitulés se réfèrent au même projet. Ce dernier a pour objectif de transformer les systèmes de production de près de 250 000 exploitations familiales, au profit d'environ un million de personnes, pour une agriculture résiliente face aux changements climatiques et à faibles émissions. Il intégrera des techniques agricoles résilientes face aux changements climatiques ainsi que la réhabilitation des sols, dans le but d'améliorer la fonction écosystémique, de diversifier les cultures et d'accroître la sécurité alimentaire et la sécurité des revenus.
7. L'objectif du projet est de réduire l'impact des changements climatiques et de renforcer la résilience des populations concernées dans la région semi-aride du Nord-Est. Le projet aidera les exploitants familiaux et leurs communautés à enrayer la baisse de la productivité causée par la dégradation des agroécosystèmes. Des techniques de collecte, de stockage et de recyclage de l'eau seront mises en place, ainsi que des stratégies de diversification pour renforcer la résilience des populations rurales.
8. Les Principaux effets directs attendus concernent: i) le renforcement de la résilience et amélioration des moyens d'existence des populations, des communautés et des zones les plus vulnérables; ii) l'amélioration des régimes alimentaires, de la nutrition et de la sécurité alimentaire des ménages.

II. Justification du financement additionnel

A. Raison d'être

9. Tel que conçu, le projet prévoit un appel public ouvert et transparent, mené par la BNDES en vue de sélectionner certains États de la région du Nord-Est. Un certain nombre a été retenu à l'issue de l'appel lancé en 2023. Le financement additionnel permettra l'élargissement du projet. La BNDES rétrocéderait à cette fin les fonds empruntés, dans le cadre d'accords subsidiaires conclus avec les pouvoirs publics d'États de la région du Nord-Est. La théorie du changement du projet, ses objectifs, sa portée, ses composantes, ses effets directs attendus, ses indicateurs et ses cibles resteront entièrement inchangés. Le projet réaffirme l'engagement stratégique du FIDA en faveur d'une transformation durable et inclusive du monde rural dans le Nord-Est du Brésil.
10. La décision d'octroyer un financement additionnel s'appuie sur toute une série de facteurs externes qui ont influencé l'environnement du projet dès sa conception en 2018. Ces facteurs sont, par exemple, l'évolution des priorités nationales à la suite de la transition présidentielle vers des politiques favorables aux pauvres qui a eu lieu en 2023 au Brésil, les retombées économiques de la pandémie de COVID-19 en 2020, et des perturbations mondiales plus récentes telles que les conflits internationaux et l'instabilité des filières.
11. Le financement additionnel améliorera l'efficacité opérationnelle en optimisant le recours aux équipes techniques, aux systèmes d'information et d'acquisition des connaissances et aux infrastructures déjà mobilisées, ce qui réduira les coûts marginaux liés à l'exécution et maintiendra le rythme d'exécution. De plus, en élargissant la portée du projet, des économies d'échelle sont prévues, ce qui signifie que le coût de fonctionnement moyen diminuera au fur et à mesure que le projet prendra de l'ampleur, pour aboutir à une utilisation des ressources plus efficace et à des économies dans l'ensemble du projet.

12. **Avantages escomptés.** Le financement additionnel consolidera, approfondira et amplifiera les effets directs positifs tirés des composantes 1 et 2. Il renforcera les améliorations liées à la génération de revenus, à la productivité, à la restauration des terres et à l'emploi rural, en pérennisant l'exécution d'interventions en matière de gestion des ressources naturelles et d'agroforesterie, résilientes face aux changements climatiques. Selon l'analyse économique et financière actualisée, la viabilité économique reste solide (voir la partie pertinente ci-après). Le financement additionnel élargissant la portée géographique du projet lui permettra d'obtenir plus facilement les effets directs et les impacts escomptés, ce qui assurera les avantages à long terme et le développement régional.
13. **Application des recommandations.** La performance du projet est saine, et aucun problème majeur concernant le rythme d'exécution, les constatations de l'auditeur ou la gestion financière n'a été signalé. La mission de lancement a été menée les 4 et 5 mars 2024; la BNDES, le FVC et les quatre États sélectionnés y ont participé. La première mission de supervision est prévue au dernier trimestre 2026, et la date d'achèvement du projet a été fixée au 30 juin 2032. Aucune prorogation ne sera demandée du fait du financement additionnel.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

14. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
- ☒ incluant un financement climatique;
 - ☒ porteur de transformations en matière de genre;
 - ☒ tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - ☒ axé sur les jeunes.
15. **Changements climatiques.** La corrélation directe entre l'augmentation des températures et la variabilité plus importante des précipitations provoque des sécheresses prolongées et de fréquentes périodes de pénurie d'eau. Ces tendances climatiques touchent certes l'ensemble de l'économie du Nord-Est, mais plusieurs facteurs exposent tout particulièrement les petits exploitants. Il s'agit notamment des problèmes suivants: i) la forte incidence de la pauvreté; ii) la faible capacité à faire face à des périodes de sécheresse prolongées et à des pertes de récoltes; iii) les pénuries d'eau et la mauvaise qualité de l'eau; iv) des pratiques de production inadaptées qui contribuent à la dégradation des sols et de leur capacité de rétention de l'eau; v) la déforestation de la Caatinga, une écorégion du Nord-Est dotée d'une grande biodiversité, qui menace les services écosystémiques vitaux de la région.
16. **Jeunes ruraux.** L'exode rural des jeunes du Nord-Est accroît le vieillissement des populations rurales. Deux adolescents brésiliens pauvres sur trois vivent dans les zones semi-arides du Nord-Est, ce qui leur offre peu de perspectives d'emploi attrayantes, car les emplois locaux se caractérisent à la fois par de faibles revenus et des conditions de travail difficiles, et les services de base y sont médiocres.
17. **Genre.** L'inégalité entre les femmes et les hommes est très ancrée dans les zones rurales du Nord-Est. Les femmes et les hommes assument des rôles différents dans les ménages comme dans les communautés, et l'influence des femmes sur les décisions prises est souvent limitée, aussi bien dans le domaine privé que dans le domaine public. Elles s'emploient aux travaux ménagers et pratiquent une agriculture de subsistance, assumant une part disproportionnée de la charge de travail. Les femmes dirigent la plupart des exploitations de moins de cinq hectares, et 87,3% des agricultrices brésiliennes ne reçoivent aucune assistance technique. Enfin, l'incidence de la violence fondée sur le genre est alarmante.

18. **Nutrition.** Dans le Nord-Est, les chiffres concernant les retards de croissance ont fortement chuté — ils sont passés de 22,2% en 1996 à 4,8% en 2022 —, mais l'insécurité alimentaire et la malnutrition restent généralisées. En 2021 et 2022, 83,6% des familles de petits exploitants vivant dans le Nord-Est étaient toujours en proie à un certain degré d'insécurité alimentaire, 64,7% des adultes étaient en surpoids, tout comme 7,7% des enfants de moins de 5 ans; 6,9% de cette catégorie d'âge étaient obèses et 3,8% en insuffisance pondérale.
19. **Les communautés autochtones et traditionnelles**, qui dépendent des ressources naturelles et des services écosystémiques, sont particulièrement touchées par les changements climatiques, la marginalisation et le manque de services. Les populations autochtones sont six fois plus touchées par l'extrême pauvreté que les autres Brésiliens. Les taux de mortalité infantile parmi les enfants autochtones sont nettement supérieurs à la moyenne nationale.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

20. Le financement additionnel couvre la même zone géographique que le projet initial (zone semi-aride de la région Nord-Est du Brésil) et maintient le cadre de ciblage pour produire des effets directs identiques. La théorie du changement du projet, ses objectifs, sa portée, ses composantes et ses cibles restent inchangés par rapport au financement initial. Des ajustements mineurs ont été apportés aux indicateurs.
21. **Zone géographique.** La zone d'intervention du projet reste la même: le Nord-Est semi-aride brésilien, qui est la région la plus pauvre du pays et la zone présentant la plus forte concentration de pauvreté d'Amérique latine, ainsi que la région d'Amérique du Sud la plus exposée aux changements climatiques. Cinquante pour cent des résidents de la région sont en situation de pauvreté multidimensionnelle. Sur le plan écologique, le biome de la Caatinga, exclusivement brésilien et prédominant dans la région semi-aride, est le biome le plus sensible au climat en Amérique du Sud; il couvre 200 000 km² répartis sur 1 262 municipalités déjà classées comme très exposées à la désertification.
22. **Portée.** Le projet ciblera directement 250 000 familles de petits exploitants, soit approximativement un million de personnes. La pauvreté sera le principal critère de ciblage, et inclura des objectifs explicites d'au moins 40% de femmes et 50% de jeunes (âgés de 15 à 29 ans). Les peuples autochtones et les communautés traditionnelles sont prioritaires dans toutes les zones concernées.
23. **Groupes cibles.** Les principaux groupes cibles du projet sont i) les agriculteurs familiaux pauvres et extrêmement pauvres; ii) les femmes rurales; iii) les jeunes ruraux; iv) les peuples autochtones et les communautés traditionnelles.
24. La stratégie de ciblage du projet présente les caractéristiques suivantes:
 - i) **Ciblage géographique.** Les États participants ont été sélectionnés dans le cadre d'un appel public évaluant la dette et les capacités de financement de contrepartie de l'ensemble des neuf États du Nord-Est. Le processus de sélection des quatre États à retenir pour le financement initial comprenait des critères fondés sur le mérite, incluant également des indicateurs de pauvreté et de vulnérabilité aux changements climatiques, d'exposition à la sécheresse, d'accès à l'eau en milieu rural, de structures foncières collectives et d'infrastructures d'éducation en milieu rural, telles que les écoles d'agriculture familiale.
 - ii) **Ciblage social.** En ce qui concerne le ciblage de la pauvreté, le critère sera le suivant: au moins 70% des familles de chaque communauté participante doivent être enregistrées auprès du Registre unique, qui recense les familles dont le revenu par personne n'excède pas la moitié du salaire minimum.

C. Composantes, résultats et activités

25. Les composantes suivantes seront reproduites:
26. **Composante 1. Systèmes de production résilients face aux changements climatiques:** composante qui vise à renforcer la production résiliente face aux changements climatiques au sein des exploitations familiales, par la sensibilisation et la promotion de systèmes d'agroforesterie diversifiés, de pratiques durables, d'un leadership inclusif des femmes et des jeunes, et de l'accès aux marchés.
 - **Sous-composante 1.1.** Appui à la mise en œuvre des systèmes de production résilients face aux changements climatiques dans les exploitations familiales et les jardins potagers au moyen d'approches de groupe, de renforcement des capacités et d'assistance technique, dans le but d'améliorer la résilience face aux changements climatiques.
 - **Sous-composante 1.2.** Réalisation d'investissements collectifs résilients pour protéger les écosystèmes de la Caatinga, promouvoir les systèmes de production résilients face aux changements climatiques dans les écoles et mettre à l'essai une utilisation productive des effluents issus du dessalement.
 - **Sous-composante 1.3.** Constitution d'un réseau d'agriculteurs et promotion de l'entrepreneuriat local (produits et services), à l'appui des réseaux d'exploitants agricoles et des entreprises locales, grâce à l'assistance technique, à la promotion des microentreprises, des outils et des services facilitant l'adoption de systèmes de production résilients face aux changements climatiques.
27. **Composante 2. Accès à l'eau pour la production:** composante qui vise à réduire la vulnérabilité des cultures et du bétail à la variabilité du climat par la promotion de l'accès à l'eau, de son utilisation et de son stockage efficaces, grâce à des technologies éprouvées, en complément de la composante 1.
 - **Sous-composante 2.1.** Construction de citernes en plaques de ciment pour les jardins potagers, de petits bassins pour les exploitations et de bassins de stockage des eaux souterraines.
 - **Sous-composante 2.2.** Mise en œuvre de technologies sociales permettant d'accroître la quantité d'eau disponible pour l'irrigation, comme la construction de petits bassins dans les exploitations et de bassins de stockage des eaux souterraines.
 - **Sous-composante 2.3.** Mise sur pied de systèmes de traitement et de réutilisation des eaux usées domestiques, pour permettre aux ménages de petits exploitants de traiter et de réutiliser leurs eaux usées.
28. **Composante 3. Gestion des savoirs et la reproduction à plus grande échelle:** composante qui soutient les activités transversales, notamment celles de communication dirigées par les jeunes et la gestion des savoirs, afin de systématiser les enseignements tirés, d'évaluer les effets directs du projet et d'aider les microentrepreneurs locaux.
 - **Sous-composante 3.1.** Sensibilisation et renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des communautés traditionnelles, y compris par la promotion d'un système innovant et participatif de suivi-évaluation destiné à éclairer les politiques des pouvoirs publics.
 - **Sous-composante 3.2.** Mesures en faveur de la reproduction à plus grande échelle, élimination des obstacles liés aux politiques et expérimentation de systèmes de production résilients face aux changements climatiques et d'un modèle de suivi participatif de la résilience; promotion de la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) et de la concertation sur les politiques.

- **Sous-composante 3.3.** Planification, suivi, évaluation et apprentissage: personnalisation du système de suivi-évaluation et réalisation d'une évaluation de l'impact indépendante.
29. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une composante distincte, les activités de gestion sont regroupées dans une catégorie à part entière qui comprend la création et le fonctionnement des unités d'exécution au niveau des États. La BNDES agira en qualité d'unité centrale de gestion du projet (UCGP).

D. Coûts, avantages et financement

Coût du projet

30. Le financement initial du Projet de renforcement de la résilience climatique dans les communautés rurales du Nord-Est s'élève au total à 217,8 millions d'USD: un prêt du FIDA de 30 millions d'USD (13,7%), un prêt du FVC de 65 millions d'USD (29,8%), un don du FVC de 34,5 millions d'USD (15,8%), un financement de contrepartie de la BNDES de 73 millions d'USD (33,5%), et des contributions des bénéficiaires du projet d'un montant total de 15,3 millions d'USD (7,0%).
31. La demande de financement additionnel présentée par la BNDES se compose d'un prêt ordinaire du FIDA de 35 millions d'USD au titre du MARE, alimenté par les ressources de FIDA13, de 25,8 millions provenant de la BNDES (15,4 millions d'USD sous forme de prêts et 10,4 millions d'USD sous forme de dons), et de 4,63 millions d'USD provenant des bénéficiaires. Le financement total passera à 283,26 millions d'USD (tableau 1).
32. Les composantes opérationnelles du projet relèvent partiellement du financement de l'action climatique; le montant total initialement estimé était de 28,3 millions d'USD, auxquels devraient s'ajouter 34 millions d'USD au titre de la proposition de financement additionnel (94,4% de la contribution totale du FIDA).
33. Les coûts du financement additionnel par composante sont indiqués au tableau 2, par catégorie de dépenses et source de financement au tableau 3, et par composante et année au tableau 4.

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel (en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	30 000	35 000	65 000
Prêt du FVC	65 000	-	65 000
Don du FVC	34 500	-	34 500
BNDES	73 000	25 800	98 800
Bénéficiaires	15 330	4 630	19 960
Total	217 830	65 430	283 260

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>BNDES</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Systèmes de production résilients face aux changements climatiques	10 198	29	12 867	50	1 473	32	24 538
2. Accès à l'eau pour la production	21 188	60	9 519	37	3 157	68	33 8643
3. Gestion des savoirs et reproduction à plus grande échelle	1 264	4	1 371	5	-	-	2 635
Gestion du projet	2 350	7	2 043	8	-	-	4 393
Total	35 000	100	25 800	100	4 630	100	65 430

Tableau 3

Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Prêt additionnel du FIDA</i>		<i>BNDES</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contributions en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
Dépenses d'investissement							
1. Biens, services, travaux et dons	32 625	-	23 370	-	4 630	-	61 035
Total des dépenses d'investissement	32 625	93	23 370	91	4 630	100	61 035
Dépenses ordinaires							
2. Frais de gestion et d'administration	2 350	-	2 430	-	-	-	4 393
Total des dépenses ordinaires	2 350	7	2 430	9	-	-	4 393
Total	35 500	100	25 800	100	4 630	100	65 428

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Année 7</i>		<i>Année 8</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Systèmes de production résilients face aux changements climatiques	141	0,1	16 866	15,7	24 041	22,4	25 936	24,2	22 234	20,7	13 378	12,5	3 151	2,9	1 601	1,5	107 348
2. Accès à l'eau pour la production	-	0,0	23 080	16,0	45 749	31,6	46 913	32,4	26 583	18,4	2 339	1,6	-	0,0	-	0,0	144 664
3. Gestion des savoirs et reproduction à plus grande échelle.	642	5,3	1 575	13,0	1 969	16,3	2 447	20,3	2 356	19,5	1 510	12,5	610	5,1	966	8,0	12 077
Gestion du projet	782	4,1	2 572	13,4	3 037	15,8	3 068	16,0	3 068	16,0	3 053	15,9	2 981	15,5	612	3,2	19 172
Total	1 565	0,6	44 093	15,6	78 364	26,4	78 364	27,7	54 241	19,1	20 280	7,2	6 742	2,4	3 179	1,1	283 260

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

34. Le financement additionnel du FIDA prendra la forme d'un prêt consenti au titre de l'allocation du MARE à des conditions ordinaires, assorti d'un taux d'intérêt sur le montant de l'encours en principal correspondant au taux de référence établi par le FIDA et incluant la marge variable, exigible chaque semestre dans la monnaie de paiement des frais de service du prêt. Le prêt sera assorti d'un délai de remboursement de 11 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, à compter de la date à laquelle le Fonds déterminera que toutes les conditions préalables au retrait ont été remplies.

Décaissement

35. Les conditions de décaissement du financement additionnel suivront les mêmes modalités que celles du financement initial, tel qu'elles figurent dans le manuel d'exécution du projet et la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier communiqués à la BNDES. Le suivi des décaissements à la BNDES est réalisé sur des comptes séparés libellés en dollars des États-Unis au sein du système financier de la BNDES, soit un compte par instrument financier. Les décaissements seront fonction des plans de travail et budgets annuels approuvés, et les demandes de retraits passeront par le Portail clients du FIDA, au moyen des formulaires et documents idoines exposés dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier et le manuel d'exécution du projet. La BNDES procédera aux décaissements en faveur des États dans la monnaie locale, sur des comptes opérationnels ouverts et administrés par chaque État participant.

Tableau 5: Financement du projet initial par source de financement
(en milliers d'USD)

Source	Financement initial	%	Montant décaissé	%	Non décaissé
Prêt du FIDA	30 000	13,8	1 882	6,3	28 118
Prêt du Fonds vert pour le climat	65 000	29,8	5 657	8,7	59 343
Don du Fonds vert pour le climat	34 500	15,8	3 564	10,3	30 936
BNDES	73 000	33,5	-	-	73 000
Bénéficiaires	15 330	7,0	-	-	15 330
Total	217 830	100	11 103	5,1	206 727

Résumé des avantages et analyse économique

36. Le projet affiche une forte rentabilité et des impacts positifs, tels que l'augmentation des revenus et de l'emploi, dans divers systèmes de production et composantes. L'analyse économique et financière actualisée (2025), qui envisage un horizon à 20 ans et un taux d'actualisation de 10%, confirme la viabilité solide du projet et ses excellents résultats:
- **Analyse financière.** La modélisation financière de neuf activités représentatives pour les composantes 1 et 2 (par exemple, les biodigesteurs, les poêles écoefficaces) donne des taux de rentabilité interne financière compris entre 10% et 39%, des valeurs actuelles nettes allant de 2 322 à 219 941 BRL et des ratios bénéfices/coûts supérieurs à 1.
 - **Analyse économique.** En tenant compte de l'épargne des ménages et des externalités environnementales (CO₂ évité, estimé avec l'outil Ex-ACT), l'analyse donne un taux de rentabilité économique interne de 12,49%, une valeur actuelle nette économique de 48 millions d'USD et un ratio bénéfices/coûts de 1,12.
 - **Analyse de sensibilité.** Les tests d'analyse de sensibilité montrent une résilience à la plupart des chocs liés aux coûts et bénéfices, la viabilité n'étant compromise que si l'on combine une augmentation des coûts de 20% et une réduction des avantages de 30%.

Stratégie de retrait et pérennisation

37. Les interventions du projet sont de reproductibles à plus grande échelle par la BNDES, les ministères fédéraux, les pouvoirs publics des États et d'autres parties prenantes. Un modèle décentralisé d'exécution assure la viabilité institutionnelle: la BNDES est l'organisme chargé de l'exécution, tandis que les unités d'exécution au niveau des États, les services publics de vulgarisation et les partenaires locaux se chargent des activités sur le terrain. Cette approche intègre les interventions dans les programmes de développement habituels des États et renforce l'appropriation locale ainsi que les capacités institutionnelles. Partenaires stratégiques, les organisations paysannes et les réseaux de la société civile jouent un rôle essentiel en veillant à ce que les connaissances et les compétences acquises grâce aux efforts de renforcement des capacités du projet soient consolidées et diffusées dans le Nord-Est semi-aride et dans d'autres régions semi-arides du monde du Sud.
38. La stratégie de retrait repose sur deux piliers se renforçant mutuellement. Tout d'abord, en améliorant les moyens d'existence des ménages grâce aux systèmes de production résilients face aux changements climatiques, et en fournissant des infrastructures fiables de collecte, de stockage et de recyclage de l'eau, le projet crée des mesures d'incitation immédiates permettant aux exploitants agricoles d'adopter et d'étendre ces pratiques. Ensuite, l'équipe du projet met en place des mesures en faveur de la viabilité institutionnelle qui perdureront au-delà de la durée du projet. Il s'agit notamment d'un appui continu aux systèmes d'assistance technique et de vulgarisation des États, qui permet à leurs agents de fournir des conseils spécialisés en systèmes de production résilients face aux changements climatiques, renforce les organisations paysannes dans la gestion et la reproduction à plus grande échelle de ces technologies, consolide les outils de planification participative, en particulier les plans d'investissement en faveur de la résilience territoriale, harmonisant les interventions avec les priorités et budgets approuvés localement, et développe un système de gestion des connaissances tel que les leçons du projet puissent prendre place dans les cycles des affaires politiques au niveau fédéral et fédéré.
39. À la fin du projet, les exploitants familiaux et les organisations communautaires devraient pouvoir appliquer de manière autonome les pratiques des systèmes de production résilients face aux changements climatiques, tandis que les équipes des services de vulgarisation disposeront du savoir-faire permettant de les accompagner, et les systèmes de savoirs éclaireront les politiques publiques et pérenniseront les résultats.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

40. Selon la matrice intégrée des risques du projet, le risque global du projet a été jugé substantiel au niveau inhérent, et modéré au niveau résiduel (tableau 6). Ces résultats reflètent la complexité d'une opération menée dans plusieurs États et entre plusieurs acteurs, dans un contexte politique et environnemental difficile. Cependant, des stratégies d'atténuation et des dispositifs institutionnels solides ont été intégrés dans la conception du projet pour garantir une gestion efficace des risques tout au long de son exécution.
41. Les principaux risques et les mesures d'atténuation proposées dans le cadre du financement additionnel sont les suivants:
42. Le risque lié à la passation de marchés reste important au niveau résiduel, compte tenu de la complexité de la gestion des processus de passation de marchés utilisant des systèmes nationaux dans le cadre de plusieurs sous-projets au niveau des États, avec des degrés de capacité variables. Afin d'atténuer ce risque, l'équipe du projet normalisera les procédures et les modèles à l'aide du manuel d'exécution du

projet, fournira des programmes ciblés de renforcement des capacités aux équipes chargées de la passation des marchés, et établira des flux de travail clairs pour améliorer la coordination. Les capacités institutionnelles d'exécution et de viabilité constituent un autre motif de préoccupation, eu égard en particulier au processus d'intégration des nouveaux États. Le risque découle des retards potentiels dans la formalisation des accords de prêts secondaires, la dotation en personnel des unités de gestion de projet (UGP) et le délai de préparation technique et fiduciaire au niveau des États. Ces risques seront atténués grâce à l'utilisation d'accords types, à la formation technique et fiduciaire du personnel de l'UGP en phase de démarrage, et à des missions de supervision rigoureuses du FIDA, qui offriront un appui technique et fiduciaire continu, renforçant ainsi le degré de préparation institutionnelle tout au long de l'exécution. Les risques liés à la gestion financière comprennent la structure de financement complexe du projet, qui fait intervenir plusieurs sources — le FIDA, le FVC, la BNDES et les pouvoirs publics de six États —, ce qui peut entraîner des retards dans la disponibilité des fonds et leur décaissement. À ces risques viennent s'ajouter les exigences spécifiques du FVC en matière d'établissement de rapports, qui requièrent du FIDA de consolider manuellement les rapports financiers que les États soumettent individuellement au format Excel. La supervision exercée par la BNDES repose principalement sur un examen des pièces justificatives par échantillonnage statistique, et sa supervision sur le terrain est limitée. Se fier exclusivement à l'examen des documents — sans vérification directe sur le terrain — risque de négliger les irrégularités d'exécution, les rapports erronés ou les détournements de fonds qui peuvent ne pas être facilement détectés en examinant uniquement la documentation. Afin d'atténuer ces risques, le FIDA complètera la supervision de la BNDES par une supervision fiduciaire directe pendant les missions du projet, conformément à ses pratiques établies. Cette supervision directe représentera une charge de travail considérable, compte tenu du nombre d'États participants et de la nécessité d'assurer la cohérence et la conformité entre les structures décentralisées.

43. Aucun nouveau risque n'a été identifié pour le financement additionnel. Dès lors, les mêmes mesures d'atténuation et risques formulés dans le cadre du projet initial continueront de s'appliquer au financement additionnel.

Tableau 6
Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Modéré
Passation des marchés	Substantiel	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Substantiel	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

44. Le projet est classé dans la catégorie B, ce qui indique que les impacts environnementaux et sociaux éventuels sont limités et géographiquement circonscrits et peuvent être gérés. Les impacts anticipés devraient être minimes et, pour l'essentiel, liés à l'exécution des activités relatives aux systèmes de production résilients face aux changements climatiques. La stratégie du projet, propre à transformer la dynamique femmes-hommes, devrait renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation. Le plan de gestion environnementale et sociale du projet fera en sorte que toutes les interventions liées à l'eau respectent les débits hydrologiques naturels et soient conformes aux réglementations sanitaires et environnementales pertinentes. Chaque risque identifié est assorti d'une mesure

d'atténuation spécifique, ainsi que d'un budget alloué, de responsabilités institutionnelles claires et d'un calendrier d'exécution défini. L'exécution ne provoquera aucun nouveau risque social ni environnemental ni aucun impact de cette nature. Toutes les études de conception requises dans le cadre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique sont achevées. De plus, un plan participatif concernant les peuples autochtones garantira le respect du principe du consentement préalable, libre et éclairé. Un suivi adéquat et une vérification du respect des mesures de protection sont disponibles pour toute la durée du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

45. Le projet est considéré comme présentant un risque climatique élevé. Une analyse des épisodes de sécheresse intervenus entre 1981 et 2016 a révélé que les sécheresses avaient gagné en intensité au cours des 36 dernières années dans la région du Nord-Est du Brésil. Les sécheresses récentes ont été plus fréquentes et plus intenses, et ont touché une zone plus vaste, avec des répercussions socioéconomiques importantes sur la population (par exemple, réduction de la productivité, l'insécurité alimentaire et des migrations).

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

46. L'équipe clé de consultants suivra les directives du FIDA relatives aux qualifications et aux accords contractuels. La gestion financière respectera les normes fiduciaires du Fonds, notamment la communication d'informations transparentes et les audits indépendants. L'équipe du projet mettra en place un solide système de suivi-évaluation, conforme au cadre de gestion axé sur les résultats du FIDA afin de suivre les effets directs et de garantir la reddition de comptes. Les garanties environnementales et sociales, notamment les campagnes de prévention de la violence fondée sur le genre et le consentement préalable, libre et éclairé pour les communautés autochtones, respecteront strictement les politiques du FIDA en la matière. Des activités de renforcement des capacités, dont la formation des membres des unités d'exécution au niveau des États, seront menées pour garantir la conformité avec les exigences opérationnelles et fiduciaires du Fonds. Des mesures de lutte contre la corruption seront appliquées, conformément à la politique de lutte contre la corruption du FIDA. Les marchés relatifs au projet seront passés conformément au droit brésilien. Pour ce faire, les systèmes de passation des marchés existants au niveau national et à celui des États seront utilisés, dans le respect des règles et procédures en vigueur.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

47. Le financement additionnel suivra les dispositions initiales en matière de gestion et de coordination du projet, sans modification. Le FIDA sera responsable de la supervision du projet et de la communication d'informations au FVC. Au niveau national, la BNDES, entité chargée de l'exécution et emprunteur/bénéficiaire du financement du FIDA et du FVC, gère les prêts secondaires accordés aux États participants. L'UCGP installée au siège de la BNDES sera chargée de la coordination, de la supervision et de la communication des informations relatives à l'exécution. Conformément aux accords conclus avec la BNDES, les unités d'exécution au niveau fédéré seront responsables des sous-projets qui relèvent de cet échelon du point de vue de la coordination, de la passation de marchés, de la gestion financière et du suivi-évaluation. Un comité consultatif, se réunissant tous les ans et chargé de la transparence et la reddition de comptes, et composé de représentants des bénéficiaires, de la société civile, des États, de la BNDES et de ministères, guidera l'UCGP et veillera à l'harmonisation avec les autres politiques publiques. Les conseils consultatifs au niveau des États, composés des bénéficiaires

et de la société civile, examineront les plans de travail et budgets annuels et donneront des avis sur les plans d'investissement en faveur de la résilience territoriale avant leur soumission, pour approbation, à l'UCGP.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

48. **Gestion financière.** L'UCGP assumera la responsabilité globale de la gestion financière et sera dotée d'effectifs appropriés à cette fin. Les principales fonctions de la gestion financière seront les suivantes: i) consolider le plan de travail et budget annuel; ii) assurer l'information financière; iii) suivre les exigences de liquidité et préparer les demandes de retrait; iv) mettre en place et administrer, au niveau central et à celui des États, un système de gestion financière intégré ou un autre dispositif conforme aux exigences du FIDA; v) veiller à ce que des audits annuels indépendants soient réalisés en temps utile; vi) veiller à l'efficacité des contrôles internes généraux et au respect par les États participants des accords subsidiaires, du manuel d'exécution du projet et des procédures et exigences du FIDA en matière de passation des marchés et de gestion financière. Les unités d'exécution au niveau des États assumeront notamment les missions suivantes: i) préparer le plan de travail et budget annuel; ii) assurer la gestion et l'information financières; iii) collaborer avec les auditeurs; iv) veiller à ce que les contrôles internes soient rigoureux et à ce que les activités du projet soient conformes aux accords subsidiaires, au manuel d'exécution du projet ainsi qu'aux procédures et exigences du FIDA en matière de passation des marchés et de gestion financière.
49. **Audit externe.** Le projet fera chaque année l'objet d'un audit mené par un cabinet d'audit privé recruté à cette fin, conformément aux normes internationales d'audit. Le rapport d'audit annuel consolidé, incluant toutes les sources de financement et les États participants, sera soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.
50. **Passation des marchés.** Les marchés relatifs au projet seront passés conformément au droit brésilien. Pour ce faire, les systèmes de passation des marchés existants au niveau national à et celui des États seront utilisés, dans le respect des règles et procédures en vigueur. Toutes les procédures d'appel d'offres et les contrats liés au projet contiendront les dispositions du FIDA en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que des garde-fous contre le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles. Les dispositifs d'examen préalable, qui seront détaillés dans la lettre à l'emprunteur/au bénéficiaire, incluront le plan de travail et budget annuel et le plan de passation des marchés.
51. **Gouvernance.** Une structure sera mise sur pied pour promouvoir l'intégration du projet dans d'autres politiques et programmes étatiques, régionaux et nationaux, ainsi que sa conformité avec ces derniers. Le conseil consultatif se composera de représentants du gouvernement fédéral, de la société civile, des États et de la BNDES, et il servira de plateforme de discussion sur les politiques et stratégies. De plus, durant l'exécution, le FIDA poursuivra sa collaboration étroite avec les principales parties prenantes, comme les organisations paysannes et locales.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

52. Un système de planification, de suivi-évaluation et d'apprentissage sera élaboré dans une perspective de gestion du projet axée sur les résultats. Les données et informations collectées sur les systèmes de production résilients face aux changements climatiques contribueront à l'apprentissage sur le projet, aux observations à son sujet et à l'amélioration des interventions le concernant. Elles constitueront également une base pour la gestion des savoirs. Par ailleurs, le recensement et le partage des bonnes pratiques et des réussites appuieront les dispositifs de coopération Sud-Sud et triangulaire. Un indice et un tableau de bord

de la résilience seront utilisés pour suivre l'évolution de la capacité de résilience des familles.

53. Le projet encouragera les échanges de savoirs et promouvra les réseaux de communication de jeunes inspirés par l'éducation populaire. Une base de données, un portail Web et des documents relatifs à la gestion des savoirs fourniront des informations dans le but de promouvoir la résilience climatique dans toute la région du Nord-Est ainsi que dans d'autres zones arides d'Amérique latine et d'Afrique. Le projet encouragera également la concertation sur les politiques à l'échelle des États.
54. Le projet lance deux grandes innovations. Premièrement, il se caractérise par une structure de gouvernance qui achemine les ressources vers les États participants par l'intermédiaire d'une banque nationale de développement (BNDES). Cette approche accroît l'efficacité et l'efficacité de l'exécution par rapport à l'octroi de prêts directs aux différents États. Deuxièmement, le projet tire profit du savoir-faire de la BNDES en matière d'investissements dans les systèmes de production résilients face aux changements climatiques et de mobilisation des ressources. Ces compétences permettent à la BNDES d'appliquer les enseignements tirés du projet à ses lignes de crédit agricoles pour les adapter et les reproduire à l'échelle nationale.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

55. Aux fins du prêt additionnel accordé par le FIDA, un nouvel accord de financement sera signé entre le FIDA et la BNDES, lequel sera couvert par un accord de garantie souveraine fédérale que la République fédérative du Brésil fournira.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

56. L'octroi du financement proposé à l'emprunteur est régi par un accord de financement entre la BNDES et le FIDA et par un accord de garantie à part entre le FIDA et la République fédérative du Brésil.
57. La BNDES est habilitée, en vertu de sa réglementation et des lois brésiliennes, à recevoir un financement du FIDA et la République fédérative du Brésil est habilitée en vertu de son ordre juridique interne à garantir le financement.
58. Le financement accordé par le FIDA à la BNDES constitue un financement destiné à une banque nationale de développement, fondé sur la vérification préalable de la solvabilité et des capacités d'exécution de la BNDES.
59. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

60. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérative du Brésil un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de trente-cinq millions de dollars des États-Unis (35 000 000 d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

The AF will not modify the Project's original logical framework. For more information, please check the Decision Memo document.

Below is the table of the original logical framework of the Project:

	Indicators					Means of verification			
Results hierarchy	Name	Baseline	Midterm	Original target	End target	Source	Frequency	Responsibility	Assumptions/notes
Outreach Number of persons receiving services promoted or supported by the project	1 Persons receiving services promoted or supported by the project					PMEL M&E System	Annual	Subprojects/PMEL	Macroeconomic stability - no changes in national policies.
	Females – Females	0	40 000	100 000	100 000				
	Male - Male	0	60 000	150 000	150 000				
	Young – Young People	0	50 000	125 000	125 000				
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	100 000	250 000	250 000				
	1a Corresponding number of households reached								
	Households - Households	0	100 000	250 000	250 000				
	1b Estimated corresponding total number of households’ members								
	Household members - Number of people	0	400 000	1 000 000	1 000 000				
Project Goal Contribute to increasing food, water security and rural family income by implementing climate resilient farming systems and increasing carbon sequestration	(GCF) A1.2 Number of males and females benefiting from the adoption of diversified, climate resilient livelihood options (including fisheries, agriculture, tourism, etc.)					Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	Macroeconomic stability - no changes in national policies.
	Households - Number	0	400 000	1 000 000	1 000 000				
	Females – Number	0	160 000	400 000	400 000				
	Males - Number	0	240 000	600 000	600 000				
	(GCF) CI A 2.2 Number of food secure households (in areas/periods at risk of climate change impacts					Specific study	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	Households - Number	16 082	31 088	53 000	53 000				
	Females – Number	2 414	4 663	8 040	8 040				
	Males - Number	13 668	26 425	45 560	45 560				
	(GCF) A4.1 Coverage/scale of ecosystems protected and strengthened in response to climate variability and change					Specific study	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	CRPS in family farms and backyard gardens - Area (ha)–	0	11 500	23 000	23 000				
	Collective Resilient Investments - Area (ha)	0	15 000	36 124	36 124				

	Farmers Network - Area (ha)	0	7 150	25 000	25 000				
	(GCF) M3.1 Tonnes of carbon dioxide equivalent (t CO2 eq) reduced or avoided - buildings, cities, industries, and appliances					Impact Survey - Carbon-Balance Tool (EX-ACT)	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	MtCO - Number	0	17.567	35.135	35.135				
	(GCF) M4.1 Tonnes of carbon dioxide equivalent (t CO2 eq) reduced or avoided (including increased removals) - forest and land use					Impact Survey - Carbon-Balance Tool (EX-ACT)	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	MtCO - Number	0	2.3	4.6	4.6				
Development objective Transform family farmers' productive systems in the semiarid region by increasing production while simultaneously improving their resilient capacity to climate change	3.2.1 Avoided and/or sequestered greenhouse gas (CO2) emission					Impact Survey - Carbon-Balance Tool (EX-ACT)	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	Maintaining alignment between national government climate change policies and project strategies and objectives.
	Number of tons - Number	-	-	-	-11 266 145				
	Hectares of land - Area (ha)	-	-	-	84 124				
	tCO2e/20 years - Number	-	-	-	-563 307				
	tCO2e/ha - Number	-	-	-	-133.4				
	tCO2e/ha/year - Number	-	-	-	-6.7				
	(GCF) A5.2 Number and level of effective coordination mechanisms					PMEL M&E System	Baseline, Mid-Term and End of Project	Subprojects/PMEL	
	Mechanism for sanitary regulations specific for family farmers - Number	0	1	1	1				
	Mechanism effective for legal reserve credit - Number	0	1	1	1				
	Mechanism enhanced to treat domestic violence, in the rural areas - Number	0	1	1	1				
	(GCF) A7.1 Use by vulnerable households, communities, businesses and public-sector services of Fund-supported tools instruments, strategies and activities to respond to climate change and variability					Specific study	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	Households - Number	0	30 000	75 000	75 000				
	(GCF) M7.1 Energy intensity/improved efficiency of buildings, cities, industries and appliances as a result of Fund support					Specific study	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	
	Biogas production (kwh) - Number	0	236 520	473 040	473 040				
	(GCF) M9.1 Hectares of land or forests under improved and effective management that contributes to CO2 emission reductions					PMEL M&E System	Baseline, Mid-Term	Subprojects/PMEL	

	Hectares total - Number	0	33 650	84 124	84 124		and End of Project		
	Hectares of Caatinga - Number	0	15 000	36 124	36 124				
	Hectares of Baja-caatinga pastures - Number	0	7 150	25 000	25 000				
	Hectares of Mono-culture crops will be converted into CRPS - Number	0	11 500	23 000	23 000				
Outcome 1.0 Increased resilience and enhanced livelihoods of the most vulnerable people, communities and regions	3.2.2 Families that report the adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices					Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	Farmers will adopt and maintain SPRC CRPS correctly at a scale sufficient to generate benefits from improved fertility and increased water availability, which in turn will increase household resilience and income, as well as the provision of environmental and ecosystem services overall. Families will benefit from the yields from diversified CRPS production and incorporate these nutritional ingredients into their diets.
	Total number of household members - Number of people	0	39 680	99 200	0				
	Households - Percentage (%)	0	9.90	9.90	0				
	Households - Households	0	9 920	24 800	0				
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment								
	Young - Percentage (%)	0	50	50	50				
	Young - Young people	0	12 500	31 250	31 250				
	Total persons - Percentage (%)	0	25	25	25				
	Total persons - Number of people	0	25 000	62 500	62 500				
	Females - Percentage (%)	0	40	40	40				
	Females - Females	0	10 000	25 000	25 000				
	Males - Percentage (%)	0	60	60	60				
	Males - Males	0	15 000	37 500	37 500				
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)								
	Women (%) - Percentage (%)	0	40	40	40				
	Women (number) - Females	0	4 302	10 755	10 755				
	Households (%) - Percentage (%)	0	75	75	75				

Output 1 Increase climate resilience for family farmers and	Households (number) - Households	0	10 755	26 888	26 888	PMEL M&E System	Annual	Subprojects/PMEL	Families will benefit from the yields from diversified CRPS production and
	Household members - Number of people	0	43 020	107 550	107 550				
	1.2.4 Households that reported an increase in production								
	Total number of household members - Number of people	0	42 880	107 200	107 200				
	Households - Percentage (%)	0	10.7	10.7	10.7				
	Households - Households	0	10 720	26 800	26 800				
	Women (%) - Percentage (%)	0	40	40	40				
	Women (number) - Females	0	4 288	10 720	10 720				
	(GCF) Increased soil moisture (%) during the dry season by applying CRPS								
	Increased - Percentage (%)	0	4	10	10				
	(GCF) Reduced agricultural losses during drought periods by applying CRPS as compared to the 2010-2020 baseline.								
	Reduced - Percentage (%)	0	4	8	8				
	(GCF) Families with increased resilience score through adoption of CRPS								
	Households - Households	0	68 000	170 000	170 000				
	Women - Percentage (%)	0	40	40	40				
	Women - Number	0	27 200	68 000	68 000				
	Young - Percentage (%)	0	50	50	50				
	Young - Number	0	34 000	85 000	85 000				
Output 1 Increase climate resilience for family farmers and	Territorial Resilience Investment Plans (TRIPs) finalized					PMEL M&E System	Annual	Subprojects/PMEL	Families will benefit from the yields from diversified CRPS production and
	Plans - Number	0	575	575	575				
	Families benefited by CRPS at Household level								

traditional communities while mitigating carbon emissions by applying CRPS.

Families led by women - Number	0	10 720	26 800	26 800
Families - Number	0	26 800	67 000	67 000
Families benefited by Collective Resilient Investments				
Families benefited - Number	0	41 200	103 000	103 000
Families that have established backyard gardens using CRPS				
Families - Number	0	14 000	36 000	36 000
(GCF) Hectares of land implementing agroforestry, backyard gardens, collective pasture management, using CRPS				
Hectares - Number	0	33 650	84 124	84 124
3.1.2 People benefiting from climate information services				
Persons provided with climate information services - Number of people	0	49 600	124 000	124 000
3.1.4 Number of hectares of land subjected to climate-resilient management				
Hectares of land - Number	0	33 650	84 124	84 124
1.1.8 Families benefiting from specific support to improve their nutrition				
Total persons participating - Number of people	0	14 340	35 850	35 850
Males - Males	0	8 640	21 600	21 600
Females - Females	0	5 700	14 250	14 250
Households - Households	0	14 340	35 850	35 850
Household members benefitted - Number of people	0	57 360	143 400	143 400
Young - Young people	0	7 170	17 925	17 925
1.1.4 People trained in production practices and/or technologies				
Females - Females	0	3 840	9 600	9 600

incorporate these nutritional ingredients into their diets.

	Males - Males	0	5 760	14 400	14 400				
	Young - Number	0	4 800	12 000	12 000				
	Persons trained - Number	0	9 600	24 000	24 000				
	(GCF) Number of micro-enterprises that develop tools and services for CRPS								
	Microenterprises - Number	0	28	70	70				
Outcome 2 Practices in efficient water capture, harvesting, storing and use to decrease vulnerability of livestock / crops to rainfall irregularity and prolonged droughts.	1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs					Impact Survey	Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	Maintaining alignment between national government climate change policies and project strategies and objectives.
	Households - Percentage (%)	0	63	63	63				
	Households - Households	0	11520	288 00	28 800				
	Total number of household members - Number of people	0	46080	115 200	115 200				
	(GCF) Families with increased resilience score through adoption rainwater harvest and storage								
	Families - Number	0	8 400	21 000	21 000				
	Females - Females	0	3 360	8 400	8 400				
	Males - Males	0	5 040	12 600	12 600				
	Young - Young	0	4 200	10 500	10 500				
Output 2 Improve water access to family farmers and traditional communities to reduce the impact of severe droughts by investing in small-scale technologies for harvesting, reuse, treatment and storage	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated					PMEL M&E System	Annual	Subprojects/PMEL	Sustained interest, acceptance and implementation of project tools by family farmers.
	Hectares of land - Area (ha)	0	1 800	4 500	4 500				
	Total expected users - Number of people	0	8400	21 000	21 000				
	(GCF) Number of families with improved health by installing green septic systems and greywater reuse								
	Families with green septic systems - Number	0	2 000	5 000	5 000				
	Families with greywater reuse - Number	0	4 000	10 000	10 000				
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services					Impact Survey			

Outcome 3 Knowledge on climate-resilient practices managed and scaled up.	Household members - Number of people	0	280 000	700 000	700 000		Baseline, Mid-Term and End of Project	Independent consultancy firm	Learning with an approach that will prioritize training opportunities for vulnerable groups.
	Households (%) - Percentage (%)	0	70	70	70				
	Households (number) - Households	0	70 000	175 000	175 000				
	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers								
	Households (number) - Households	0	70 000	175 000	175 000				
	(GCF) Number of women, youth and traditional community members who report increased capacity and applying their knowledge								
	Families - Number	0	3 600	9 000	9 000				
	Females - Number	0	1 440	3 600	3 600				
	Males - Number	0	2 160	5 400	5 400				
	Young - Number	0	1 800	4 500	4 500				
	(GCF) Number of young communicators who report using social communication tools to register and systematize activities developed in communities							PMEL M&E System	
	Young - Number	0	166	414	414				
	(GCF) Use of climate information products/services in decision-making in climate sensitive sectors							Impact Survey	
	Families - Number	0	107 200	268 000	268 000				
Output 3 CRPS and small-scale water harvesting system disseminated in the NEB semiarid and abroad to increase climate resilience of vulnerable communities.	(GCF) Scale up locations (national and international) adopting CRPS and small-scale water harvesting technologies due to SSTC					PMEL M&E System	Annual	Subprojects/PMEL	Maintaining alignment between national government climate change policies and project strategies and objectives.
	Learning routes (national and international) - Number	0	3	7	7				
	(GCF) Number of policy changes that boost family farmers’ inclusion and income								
	Number of policy - Number	0	1	3	3				
	Number of thematic policy dialogue studies completed								
	Thematic policy dialogue studies completed - Number	0	3	8	8				

Updated summary of the economic and financial analysis

Table A

Financial cash flow models

A)		Models									
Financial Analysis		Incremental Benefits (R\$)									
		Model 1a- Veg. Beds and Fruit trees 1- Grey Water Reuse	Model 1b- Veg. Beds and Fruit trees 2- Other Water infrastructu re	Model 1c- Veg. Beds and Fruit trees 3- Cisterns	Model 2a- Forage production and Agroforestr y diversificat ion in native lands 1	Model 2b- Forage production and Agroforestr y diversificat ion in native lands 2	Model 3a- Forage production and Agroforestr y diversificat ion in palm monocultur e lands 1	Model 3b- Forage production and Agroforestr y diversificat ion in palm monocultur e lands 2	Model 4- Micro- entreprene ur Business developme nt	Model 5- Bee- keeping	
		Yr 1	(10 587)	(16 656)	(23 066)	(11 097)	(10 579)	(7 644)	(8 407)	(95 554)	(113 841)
		Yr 2	(450)	1 305	1 563	(3 085)	(3 618)	(2 925)	(4 804)	(65 711)	29 641
		Yr 3	1 825	5 474	5 732	(2 957)	(3 183)	(2 482)	(4 361)	(36 505)	47 565
		Yr 4	2 094	6 282	6 540	(547)	(1 484)	(387)	(2 266)	(20 369)	52 539
		Yr 5	2 146	6 599	6 858	(2 941)	(1 455)	5 856	5 481	3 013	52 786
		Yr 6	2 157	6 794	7 053	2 070	(1 405)	406	395	54 660	52 786
		Yr 7	2 148	6 928	7 186	1 943	(485)	279	268	54 660	52 786
		Yr 8	2 231	7 337	7 595	5 390	5 773	3 727	8 674	54 660	52 786
		Yr 9	2 405	8 022	8 280	5 419	5 773	3 756	8 703	54 660	52 786
		Yr 10	2 610	8 634	7 872	888	5 773	8 342	24 702	54 660	41 269
NPV (R\$)		3 339	28 602	22 618	8 343	3 926	12 456	44 420	77 505	276 381	
NPV (U\$S)		742	6 356	5 026	1 854	872	2 768	9 871	17 223	61 418	
IRR (@10%)		14.8%	31.5%	24.1%	14.2%	12.1%	18.9%	25.5%	12.0%	39.4%	

Table B

Project costs and logframe targets

Project Costs and Indicators							
Total Project Costs (´ 000 USD)			\$ 60 000	Base Costs		\$ 60 000	UCP 1
Families	76 000	People	304 000	Youths		3 648	Adoption rate
Cost per Beneficiary	789	U\$S per person	197				
Costs and Components (000 U\$S)		Indicators					
Component 1	\$ 23 066	Agroforestry Investment Plans (PIPs)		20368			
		Schools		304			
		Investment Plans for sustainable natural resource management in Colective Areas (PIPs NRM)		18			
Component 2	\$ 30 704	Acces to Water- Cisterns		6080			
		Acces to Water- Micro-dams		304			
		Acces to Water- Re-use grey and black water systems		4560			
Component 3	\$ 6 230	Micro-entreprises to develop Agroforestry suppliers		22			
PMU	\$ 1	PMU		1			

Table B1: Proposed total project costs by component and financier (US\$ 000)

	IFAD		GCF Loan		GCF Grant		BNDES		Beneficiaries		Total	
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
Comp1	27,238	25.4	22,56	21.0	31,37	29.2	18,377	17.1	7,802	7.3	107,347	37.9
Comp 2	32,948	22.8	42,44	29.3	-	-	57,119	39.5	12,156	8.4	144,663	51.1
Comp 3	2,464	20.4	-	-	2,892	23.9	6,721	55.6	-	-	12,077	4.3
PMU	2,35	12.3	-	-	239	1.2	16,583	86.5	-	-	19,172	6.8
Total	65	22.9	65	22.9	34,5	12.2	98,8	34.9	19,958	7.0	283,258	100

Table B2: Proposed total project costs by category and financier (US\$ 000)

Expenditure category	IFAD Loan		GCF Loan		GCF Grant		Government		Beneficiaries		Total	
							BNDES					
	Amount		Amount		Amount				Amount		Amount	
Goods, Services, Works, and Grants	62,845	24	65	24	34,5	13	83,124	31	19,958	8	265,427	94
Management and Administrative Provision	2,155	12	-	0	-	0	15,676	88	-	0	17,831	6
Total	65	23	65	23	34,5	12	98,8	35	19,958	7	283,258	100

Table C

Main assumptions and shadow prices

c)	Assumptions and Conversion factors			
	Assumption	Value	Input price	Price
FINANCIAL	Impact of Increased Income with Agroforestry Model 1a in poverty line	26%	Urea (kg)	1.10
	Increased Income with Agroforestry Model 1b in poverty line	21%	Millet (kg)	1.70
	Increased Income with Agroforestry Model 2a in poverty line	30%	Potassium (kg)	1.30
	Increased Income with Agroforestry Model 2b in poverty line	28.0%	NPK (kg)	0.88
	Increased Income with Agroforestry Model 3a in	35%	Fuel (lt)	5.50
ECONOMIC	Official Exchange Rate (OER)	4.5	Cut-off Rate- Financial	10%
	Shadow Exchange Rate (SER)	4.66	Cut-off Rate- Economic	10%
	Standard Conversion Factor (SCF)	1.04	CF- inputs	0.74
	Labour Conversion Factor	0.87	CF- outputs	1.07

CF Wages	0.87
CF Exchange rate	1.04
CF imported inputs	Parity prices tab
CF exported inputs	Parity prices tab
FC non tradable	1
FC exported outputs	Parity prices tab
SCF	0.9652
SER	4.66
OER	4.5

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

Adoption rate											
Adoption rate			75.00%								
Models	Unit	Yr 1	Yr 2	Yr 3	Yr 4	Yr 5	Yr 6	Yr 7	Yr 8	Total	Families/Plano
Model 1a- Veg. Beds and Fruit trees 1- Grey Water Reuse	N° Families	-	1 496	1 496	1 496	1 496	-	-	-	5 985	
	Agg.	-	1 496	2 993	4 489	5 985	5 985	5 985	5 985	5 985	20
Model 1b- Veg. Beds and Fruit trees 2- Other Water infrastructure	N° Families	-	60	140	140	60	-	-	-	399	
	Agg.	-	60	200	339	399	399	399	399	399	20
Model 1c- Veg. Beds and Fruit trees 3- Cisterns	N° Families	-	684	1 595	1 595	684	-	-	-	4 558	
	Agg.	-	684	2 279	3 874	4 558	4 558	4 558	4 558	4 558	20
Model 2a- Forage production and Agroforestry diversification in native lands 1	N° Families	-	1 358	1 358	1 358	1 358	1 358	-	-	6 789	
	Agg.	-	1 358	2 716	4 074	5 431	6 789	6 789	6 789	6 789	20
Model 2b- Forage production and Agroforestry diversification in native lands 2	N° Families	-	1 358	1 358	1 358	1 358	1 358	-	-	6 789	
	Agg.	-	1 358	2 716	4 074	5 431	6 789	6 789	6 789	6 789	20
Model 3a- Forage production and Agroforestry diversification in palm monoculture lands 1	N° Families	-	1 358	1 358	1 358	1 358	1 358	-	-	6 789	
	Agg.	-	1 358	2 716	4 074	5 431	6 789	6 789	6 789	6 789	20
Model 3b- Forage production and Agroforestry diversification in palm monoculture lands 2	N° Families	-	328	328	328	328	-	-	-	1 310	
	Agg.	-	328	655	983	1 310	1 310	1 310	1 310	1 310	20
Model 4- Micro-entrepreneur Business development	N° Families	-	9	6	6	-	-	-	-	22	
	Agg.	-	9	16	22	22	22	22	22	22	3
Model 5- Bee-keeping	N° Plans	-	-	3	3	3	-	-	-	10	
	Agg.	-	-	3	7	10	10	10	10	10	18

Table E
Economic cash flow

Presents the overall project aggregation. Include the net incremental benefits of each financial model in economic terms, converted using shadow prices (table C) and multiplied by the number of beneficiaries (table D). Net incremental costs are to present all additional project costs. Last column indicates net cash flow to be used to calculate project

profitability indicators such as NPV and economic IRR (EIRR).

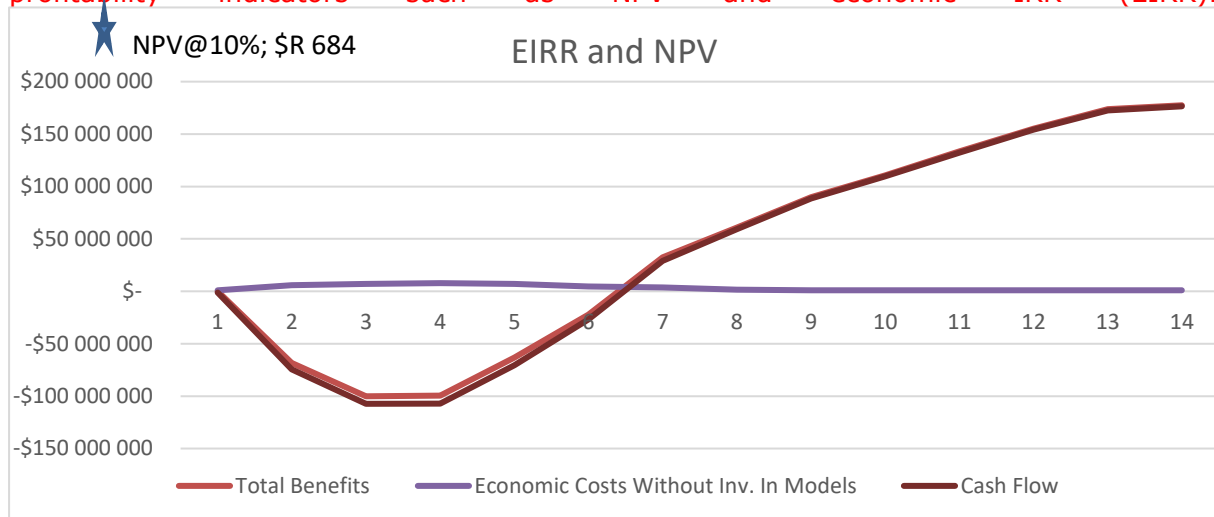


Table F
Sensitivity analysis

Sensitivity Analysis								
	Δ%	Risk				EIRR	NPV (USD)	NPV (R\$)
Base scenario						17.68%	56 556 680	254 505 059
Benefits	-10%	Combined risks on sale prices, yields, adoption rates				17.54%	50 250 701	226 128 154
	-20%					17.37%	43 944 722	197 751 249
Costs	10%	Increase in expenses and prices				17.56%	55 906 369	251 578 660
	20%					17.44%	55 256 058	248 652 261
Delay 1yr in Benefits		Adoption rate / delays				17.02%	45 042 646	202 691 905
Delay 2yr in Benefits						16.20%	34 489 802	155 204 109
External Shock every 2 yr		External shock (prices, quantities, climate)				16.80%	48 379 849	217 709 321
External Shock every 3 yr						16.75%	48 507 432	218 283 446
Mixed Scenarios		Costs	10%	Benefits	-10%	17.41%	49 600 390	223 201 755
			10%		-20%	17.22%	43 294 411	194 824 850
			20%		-20%	17.08%	42 644 100	191 898 451
			20%		-30%	16.28%	24 376 474	109 694 135
			20%		-10%	17.27%	48 950 079	220 275 356

Negotiated financing agreement

Loan No: 200000[]

Project name: Planting Climate Resilience in Rural Communities of the Northeast Project

FINANCING AGREEMENT

The BANCO NACIONAL DE DESENVOLVIMENTO ECONÔMICO E SOCIAL (BNDES), hereinafter referred to indistinctly as the "Borrower", "BNDES" or "Executing Entity", and the INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT, hereinafter referred to indistinctly as "IFAD" or the "Fund" and together with the Borrower as the "Parties", agree to enter into a financing agreement in order to cooperate in the Planting Climate Resilience in Rural Communities of the Northeast Project (PCRP), hereinafter referred to as the "Project", aimed at reducing the impact of climate change and increasing the resilience of the affected population in the semiarid Northeast Brazil, (hereinafter referred to as the "Agreement" or the "Financing Agreement").

WHEREAS

- A. The Parties designed the Project to reduce the impact of climate change and increase the resilience of the affected population in the largely semiarid Northeast Brazil (NEB) region.
- B. Consequently, the Parties entered into a Financing Agreement dated 24 October 2023 to finance the Project through financing from the Fund, the Green Climate Fund (GCF) and the Borrower.
- C. Through this Agreement, the Parties agreed to an additional financing to expand the Project;
- D. The Federative Republic of Brazil (the "Guarantor") has agreed with IFAD to enter into a guarantee agreement (the "Guarantee Agreement") to guarantee the payment of the principal, interest and other charges provided in this Agreement;
- E. The Borrower has undertaken to provide and cause to be provided the counterpart funds as referred under Section B.10;
- F. The Borrower for the purposes of financing the implementation of the Project shall enter into agreements with each Project Party ("Subsidiary Agreement");
- G. The Fund has agreed to provide financing for the Project as set forth in this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, last amended as of December 2022 (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified herein. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement. In the event of contradiction or inconsistency between this Agreement and the General Conditions, the provisions of this Agreement shall prevail. In the event a defined term does not apply to this Agreement due to the nature/condition of the Borrower, the reference to it shall not apply either. For avoidance of doubt, this includes Article III, Sections 7.03, 7.13, 7.17, 9.04 (c) and 10.06 of the General Conditions.
3. The Fund shall provide an additional IFAD Loan ("Additional IFAD Loan") from its own resources, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Additional IFAD Loan is thirty-five million United States dollars (US\$ 35 000 000).
2. Any withdrawals from the Additional IFAD Loan will be made in the Denomination Currency, or may be disbursed, upon request by the Borrower to the Fund, in another currency, corresponding to its equivalent in the Denomination Currency as of the applicable value date of withdrawal.
3. The Denomination Currency and the Loan Service Payment Currency of the Additional IFAD Loan shall be US\$.
4. In case of the Reimbursement Procedure (as described in the Loan Disbursement Handbook) the exchange rate to determine the equivalent amount in the Denomination Currency to evidence the Eligible Expenditures made in the local currency of the Borrower's country will be the buying rate determined by the Central Bank of Brazil on the date of the disbursement by BNDES to the Project Parties.

For the evidence of the application of the funds of the Advance Withdrawals (as described in the Loan Disbursement Handbook) the exchange rate to determine the equivalent amount in the local currency will be provided in the foreign exchange contract entered into by BNDES for the relevant transaction.

For the evidence of the application of the funds of the local counterpart, the Parties will adopt the same exchange rate criteria indicated for the Reimbursement Procedure above.

-
5. The Additional IFAD Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding of the Additional IFAD Loan at a rate equal to the IFAD Interest Rate including a variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of eleven (11) years including a grace period of three (3) years, starting from the date the Fund has determined that all conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
6. The current IFAD Reference Interest Rate is the daily compounded Secured Overnight Financing Rate (SOFR).
- (a) When the Fund decides that the IFAD Reference Interest Rate requires replacement, the Borrower and the Guarantor will be notified by the Fund of such a decision (the "Notification") and of the proposed replacement for the IFAD Reference Interest Rate (the "Replacement Reference Rate").
 - (b) The Borrower, after the receipt of the Notification, may:
 - (i) accept the Replacement Reference Rate, with effect from the date as of which the Replacement Reference Rate will apply as indicated in the Notification; or
 - (ii) reject the Replacement Reference Rate.
 - (c) In case an agreement cannot be reached, the Borrower shall be required to prepay the Additional IFAD Loan in full, together with all accrued interest, on the next Payment Date following the rejection of the Replacement Reference Date without any prepayment premium.
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
8. Payments of principal and interest of the Additional IFAD Loan shall be payable on 15 December and 15 June.
9. There shall be a Designated Account (ledger account) in US\$ for registering funds exclusively from the Additional IFAD Loan for the Project, opened and operated by the Borrower.
10. The amount of local counterpart resources that the Borrower undertakes to provide and/or cause to be provided by the Participating States as defined in Section C.2 below in a timely manner for the execution of the Project, is estimated at an amount up to the equivalent to twenty-five million and eight hundred thousand United States Dollars (US\$ 25.800.000) or the equivalent *pro rata* amount in relation to the disbursed Financing as required by Project implementation.

Section C

1. In accordance with the IFAD policies, the Borrower has the overall responsibility of the implementation of the Project, and therefore, the execution of the Project will be carried out and coordinated by the Borrower as the Lead Project Agency, who, rather than implementing the Project activities directly, shall cause the other Project Parties to

implement the Project activities through provisions in the downstream agreements including but not limited to monitoring mechanisms, imposing penalties, conducting routine checks. The Borrower will have final decision-making power and approval authority in respect to the key decisions, as detailed in Schedule 1 hereto, regarding the overall implementation of the Project.

2. The States of Northeast Brazil selected for the Project ("Participating States") and any other entity in charge of planning, monitoring, evaluation and learning ("PMEL Unit"), are designated as the sole Project Parties, for the purposes of the General Conditions.

3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project. The recommendations resulting from the Mid-Term Review, and the specified time for their implementation, will be mutually agreed upon between the Fund and the Borrower.

4. The Project Completion Date shall be 30 June 2032, and the Financing Closing Date shall be 31 December 2032, which may be extended upon joint agreement between the Fund and the Borrower.

5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the procurement laws of the Federative Republic of Brazil, and in line with the IFAD Procurement Guidelines as specified in the PIM.

6. The Borrower shall contractually require in the Subsidiary Agreements that, if applicable, all goods, works and services procured by the Project Parties do not violate or infringe any industrial property right or claim of any third party.

7. The Borrower shall also contractually require in the Subsidiary Agreements that, if applicable, all contracts entered into by the Project Parties for the procurement of goods and services directly or indirectly financed with the Financing contain appropriate representations, warranties and, if appropriate, indemnities from the contractors or suppliers with respect to the matters referred in this paragraph.

8. Any sub-project financed through a Subsidiary Agreement with resources from the Financing must comply with IFAD's environmental and social policies as provided in the Project SECAP and PIM, as well as the Brazilian legislation. Should there be higher environmental and social standards set forth in the Brazilian legislation, the Project Parties shall apply those.

9. Pursuant to Section 9.03 (a) of the General Conditions, each Fiscal Year, the Borrower shall have the accounts relating to the Project audited by independent auditors acceptable to the Fund in accordance with auditing standards acceptable to the Fund and the Conceptual Framework for Financial Reporting and Auditing of IFAD-financed Projects and Related Handbook.

10. The Parties may agree on alternative audit arrangements during the project implementation period by amending the PIM.

11. With regards to Section 8.02 of the General Conditions, the Borrower will manage Project monitoring data in conformity with its policies and systems to produce the Project reports as may be agreed and accepted by both Parties in the PIM.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Project.
2. As of the entry into force of this Agreement, the Borrower represents and warrants that:
 - (a) In the preparation of the Project, it acted in compliance with applicable Brazilian laws and regulations on anti-money laundering, countering the financing of terrorism, know your customer and other similar checks under Brazilian laws and regulations as may be applicable to the Borrower;
 - (b) In the preparation of the Project, it acted in compliance with Brazilian anti-bribery laws;
 - (c) It understands and accepts that an independent evaluator selected by IFAD may conduct additional interim and final independent evaluations to assess the performance of the Project in coordination with the Borrower;
 - (d) It understands and accepts that a Major Change may involve seeking a new No-Objection Letter and/or a new approval of the appropriate authority of IFAD. The definition of "Major Change" also applies to references to "material adverse effect" and "material adverse change" and means any event or proposed modification that will involve a significant change in, or the restructuring of, the Project scope, structure, design or objectives, including an adverse impact on the ability of the Borrower, including a change of its control, or on the ability of any Project Party, to the implementation of the Project.
 - (e) It shall communicate to IFAD when a financial default or a non-financial default that could imply a Major Change has occurred under the Subsidiary Agreements.
3. As of the entry into force of this Agreement, the Borrower covenants that:
 - (a) For the purpose of the obligations set forth in Article VII of the General Conditions, it shall act in compliance with IFAD's Policies and all Brazilian applicable laws and regulations on anti-money laundering, countering the financing of terrorism, know your customer, on preventing fraud and corruption and other similar checks under all Brazilian laws and regulations as may be applicable to it throughout the Project Implementation Period;

-
- (b) Where applicable, it shall make the proceeds of the Financing available to any Project Parties in accordance with the Subsidiary Agreements and the eligibility criteria specified in the General Conditions and the Project Implementation Manual (PIM). For avoidance of doubt, with reference to Section 4.07 (b) of the General Conditions which provides that the Fund may from time to time exclude certain types of expenditures from eligibility, this refers to possible cases of ineligibility due to non compliance with this Agreement.
 - (c) It shall obtain, or contractually require any Project Party and any third party involved in the Project to obtain and maintain for the implementation of the Project, all necessary and applicable licenses, approvals and consents required by the applicable Brazilian Law;
 - (d) It shall promptly, upon its knowledge, inform IFAD of any credible and material risks or indications of money laundering, financing of terrorism, and/or on preventing fraud and corruption in relation to the Project and promptly take steps recommended by IFAD provided that the recommendation complies with Brazilian laws. Any information delivered by BNDES to the Fund under this provision shall be treated as confidential;
 - (e) It shall include an obligation to refund any unused resources of the Financing in its Subsidiary Agreements;
 - (f) It shall cooperate with the independent evaluator selected by IFAD for the purposes indicated in Section D.2 (d) above; and
 - (g) In case of a Major Change of the Project, as defined in Section D.2 (e) of this Agreement, it shall cooperate with IFAD to effectively implement the necessary steps required to address such event.

Section E

1. The Fund may suspend the right of the Borrower to request disbursements whenever it determines that any of the following designated additional grounds for suspension has occurred:

- (a) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund, and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has constituted, or is likely to constitute, a Major Change on the Project;
- (b) Any Major Change in the condition, constitution or establishment of the Borrower has occurred that has affected materially and adversely the ability of the Borrower to carry out the Project; and

-
- (c) In relation to a specific Subsidiary Agreement, if a default has occurred under this Subsidiary Agreement, without the Borrower having taken appropriate timely action to remedy those events.
2. In case the disbursements are suspended under Section E.1 above, the Borrower will not be obliged (i) to make disbursements under the Subsidiary Agreements and (ii) to further implement the Project.
3. The Fund will notify any event referred to in Section 12.01 of the General Conditions and/or in Section E.1 of the Agreement to the Borrower, who shall, within at least 75 (seventy-five) days, which may be extended by IFAD at its discretion, from the date of the aforementioned notification:
- (i) provide such additional evidence to the Fund that would allow the Fund, in its sole discretion, to determine that such breach has not occurred or has been solved (as the case may be); or
- (ii) in the case of any of the events described in Section E.3 triggered by non-Eligible Expenditures, elect to submit to the Fund another proposed Eligible Expenditure or Subsidiary Agreement to replace the one notified by the Fund. Such proposed Eligible Expenditure or Subsidiary Agreement shall comply with the criteria of an Eligible Expenditure. In case the proposed Eligible Expenditure or Subsidiary Agreement does not comply with the criteria or is not acceptable to the Fund, the Fund will notify the Borrower and then all amounts outstanding in relation to the Eligible Expenditure or Subsidiary Agreement shall be refunded to IFAD by the Borrower within 60 (sixty) business days from the date of such notification is sent by the Fund without prejudice to Section B.4.
- 3.1. The Fund will only suspend withdrawals under Section 12.01 of the General Conditions or under Section E.1 of the Agreement after the lapse of the period of time from the receipt by the Borrower of the notification as stated in Section E.3 and provided BNDES does not clarify to the satisfaction of the Fund or remedy the notified event within such period. For the avoidance of doubt, the events and periods stated on Section 12.05 of the General Conditions, as amended by Section E.3.2 below, will only occur or be counted after the lapse of the period of time from the receipt by the Borrower of the notification as stated in Section E.3
- 3.2 Section 12.05 (b) and (c) of the General Conditions are modified as follows:
"The Borrower shall have failed to make a payment (and such payment has not been made by the Guarantor on behalf of the Borrower) of principal, interest, charges or any other amount due to IFAD under any contract (including loan agreements) guaranteed by the Guarantor."
4. When a suspension event occurs in connection with a specific Subsidiary Agreement, the disbursements will be suspended by IFAD in relation to the relevant Subsidiary Agreement.

5. The Parties executed the PIM on 24 October 2023. Any amendments to the PIM will be mutually agreed and entered into by both Parties.

6. Disclosure

- (a) Both Parties confirm that they enjoy a presumption of full disclosure and that the Financing Agreement will be disclosed in accordance with their applicable laws, rules and procedures.
- (b) The Borrower and the Fund hereby agree that, without prejudice to the Arbitration Rules (2012) of the Permanent Court of Arbitration, both Parties may publicise the text of the final arbitration award, provided that both Parties agree that there are no confidential obligations regarding the arbitration.

7. Any amendment to this Agreement shall only be made by mutual agreement between the Borrower and the Fund, after having obtained the Guarantor's concurrence to such amendment, including to the Project Completion Date and to the Financing Closing Date.

8. This Agreement shall enter into force once it is signed by both parties and subject to:

- (a) The Federative Republic of Brazil and the Fund signing a Guarantee Agreement; and
- (b) A legal opinion from the Procuradoria Geral da Fazenda Nacional - PGFN, confirming that the signature and performance by the Guarantor of the Guarantee Agreement has been duly authorised and ratified by all necessary approvals, and the Guarantee Agreement is legally valid and binding upon the Guarantor, and, within its competence, that the signature and performance by the Borrower of this Agreement has been duly authorised and ratified by all necessary approvals, and that this Agreement is legally valid and binding upon the Borrower, under Brazilian law in accordance with its terms;

9. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For BNDES:

Vivian Machado dos Santos Correa Pereira
Funding Department
E-mail: funding@bndes.gov.br

Celina Rangel Tura
Inclusion and Education Department
E-mail: ctura@bndes.gov.br

BNDES - Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social - BNDES Avenida
República do Chile 100, 4º andar

CEP 20031-917

For IFAD:

The President
International Fund for Agricultural Development Via
Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

Copy to:

Procuradoria Geral da Fazenda Nacional – PGFN
Coordenação-Geral de Operações Financeiras da União
Ministério da Fazenda
Esplanada dos Ministérios, bloco P, 8º andar, Sala 803
CEP 70048-900 – Brasília, Distrito Federal, Brasil
E-mail: apoiocof.df.pgfn@pgfn.gov.br

Secretaria do Tesouro Nacional - STN
Coordenação-Geral de Controle da Dívida Pública - CODIV
Ministério da Fazenda
Esplanada dos Ministérios, Bloco "P", Anexo, Ala "A", 1º andar, sala 121
CEP 70048-900, Brasília, Distrito Federal, Brasil
E-mail: gecod.codiv.df.stn@tesouro.gov.br ; codiv.df.stn@tesouro.gov.br

Ministério do Planejamento e Orçamento
Secretaria de Assuntos Internacionais e Desenvolvimento
Esplanada dos Ministérios, Bloco K, 8º andar
CEP 70040-906
Brasília, DF
E-mail: seaid@economia.gov.br; cofiex@economia.gov.br

This Agreement, dated [XX], has been prepared in the English language in three (3) original copies, one (1) for the Fund, one (1) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

BNDES

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

Target Population. The Project beneficiaries shall consist of the following subgroups: (i) individual smallholder family farmers; (ii) traditional communities including quilombola families, agrarian reform settler families, ribeirinhos families, extrativistas families (non-timber products gatherers); and (iii) indigenous communities. Within all three subgroups, special consideration shall be given to women and youth. The Project will work with community organisations, all of which composed by small rural producers. The eligibility and prioritization criteria for the selection of beneficiary groups agreed by the Parties will be provided in the PIM.

Project Area. The Project shall be implemented in the semiarid areas of selected State(s) of Northeast Brazil (NEB). In the case of Maranhão, which currently has 6 municipalities in the semiarid, it will also consider Bill (Projeto de Lei) no. 2492/2019, which enlarges the semiarid area of the State to a total of 50 municipalities. The Participating States and participating municipalities were selected by the call launched in 2023, , based on criteria described in the PIM.

Objectives. The Project objective is to reduce the impact of climate change and increase the resilience of the affected population in the semiarid NEB. The Project will support family farmers and their communities in reversing the decline in productivity caused by the downward cycle of degradation of agroecosystem, adopting technologies for water harvesting, storage and recycling, and diversifying strategies to strengthen their resilience.

Project Components. The Project consists of three components that reinforce one another to promote climate resiliency as well as emission mitigation: 1) Financing of Climate Resilient Productive Systems (CRPS); 2) Financing of water access for production; and 3) Knowledge Management and Scaling-Up.

Component 1: Financing of Climate resilient productive systems (CRPS)

Output 1.1. Increase climate resilience for family farmers and traditional communities while mitigating carbon emissions by applying CRPS.

Activity 1.1.1 Selection of project areas and development of territorial resilience investment plans (TRIPs) will be developed for the participating communities to guide the project's collective and individual investments in CRPS as well as water harvesting and storage infrastructure.

Activity 1.1.2 Financing of CRPS in family farms and backyard gardens will support groups with household-based productive investments that will increase the resilience to the effects of climate change. The group-based approach will facilitate joint learning and the adoption of technologies and practices to implement CRPS with Technical Assistance

(TA) for capacity-building and initial monitoring. It includes productive farming and backyard gardens.

Activity 1.1.3. Financing of collective resilient investments. The activities will improve the ecosystem services in common areas, educate students on how to implement CRPS.

Activity 1.1.4 Build a Farmers Network and Promote local entrepreneurship for products and services that support family farming will be provided to facilitate the replication of CRPS, including TA teams operating in a territory-based intervention strategy.

Component 2: Financing of water access for production

Output 2.1 Improve water access to family farmers and traditional communities to reduce the impact of severe droughts by investing in small-scale technologies for harvesting, reuse, treatment and storage.

Activity 2.1.1. Financing of boardwalk cisterns for backyard gardens will support building boardwalk cisterns to irrigate backyard gardens.

Activity 2.1.2 Financing of eligible social technologies to increase water availability during periods of drought to construct small farm ponds and groundwater storage basins to irrigate small areas of land.

Activity 2.1.3 Financing of treatment and reuse systems for household wastewater will support the implementation of treatment and reuse systems for household wastewater.

Component 3: Knowledge management and scaling-up

Output 3.1 CRPS and small-scale water harvesting system disseminated in the NEB semiarid and abroad to increase climate resilience of vulnerable communities.

Activity 3.1.1. Raise awareness and build capacities of women, youth and traditional communities. This Activity will consist of financing for: i) highlighting the leading role of youth and women as 'knowledge managers and generators' and 'local talents'; ii) consolidating learning, exchange and replication of sustainable practices in communities; iii) facilitating dynamic M&E of socio-environmental impacts to inform public policy making.

Activity 3.1.2. Drive scaling-up, unlock policy barriers and experiment with CRPS and resilience participatory monitoring model. The activity will consist of the financing to promote south-south cooperation; facilitate discussions to unlock policy barriers; and experiment with CRPS and participatory monitoring of resilience.

Activity 3.1.3. Plan, Monitor, Evaluate and Learn (PMEL). The activity will consist of the financing the structured generation and use of monitoring and evaluation information on project progress, including independent surveys for baseline, mid-term review and closing evaluation, planning and monitoring activities and the conduct of systematizations and studies.

Project management

Although not a separate component, management activities are grouped under a separate heading, including the establishment and operation of the State-level Implementing Unit (SIUs) at state-level. BNDES will have the role as Central Project Management Unit (CPMU), and as per its guidelines the CPMU operating costs it finances are not included in the project costs.

II. Implementation Arrangements

The Lead Project Agency

BNDES will be the Lead Project Agency. It will operate the domestic sub financing to the Participating States and the PMEL in accordance with the Subsidiary Agreements.

For the purposes of Section C.1 of this Agreement:

(A) BNDES, in its capacity as Lead Project Agency, will have the final decision-making power regarding the overall implementation of the Project in respect to the following key decisions:

- (i) use of funds;
 - (ii) State selection and criteria for selecting the Project Areas;
 - (iii) criteria for selection of the Target Populations;
 - (iv) criteria for TRIPs approval;
 - (v) criteria for selection of the PMEL Unit;
 - (vi) requirements to procure technical assistance teams and other service providers, respecting the legal limits related to contracts with Public Administration; and
- (B) BNDES will verify the application of the criteria and requirements of item (A) above and will provide final approval to the relevant selection under its internal objectives, approvals, policies and procedures to be observed.

The Central Project Management Unit (CPMU)

BNDES' role as Central Project Management Unit ("CPMU") will be performed by BNDES' team within the BNDES' organizational structure of its units and divisions, which will, in conformity with Section C.1 of this Agreement, coordinate and monitor implementation, compile physical and financial information, report to the Fund and be overall accountable.

The Project Coordinator will be the Head of Department of [Productive Inclusion and Education] (or its successor unit, should the institutional structure change) appointed by BNDES. The Project Coordinator will delegate the project's day-to-day management

functions and other functions in connection with the Project to its staff in line with BNDES' organizational structure.

Annual Meetings for Transparency and Accountability

As necessary and at least once a year, CPMU will hold a meeting with representatives of the NDA, selected representatives and stakeholders to present the activities and achievements of the past year and the planning for the following year, as well as public policy issues related to the Project.

State-level Implementing Unit (SIUs)

In each participating State, a State-level implementing unit will be responsible for coordination, procurement, financial management and M&E of the state-level subproject comprising the activities of components 1 and 2, and the state-level activities of component 3. Each SIU will be headed by a Subproject Manager to be appointed by the state secretary responsible for the implementation of the Subproject, and the following additional key staff: Procurement Specialist, Financial Management Specialist, Agroforestry and Resilient Production Specialist, Youth, Gender and traditional communities Specialist, Communication and Knowledge Management Specialist and M&E Specialist; or as may be otherwise agreed by the Parties.

At the state level, Consultative Councils with the participation of beneficiaries and representatives from civil society and state secretariats, will review AWPBs and advise on TRIPs prior to approval by the State and their submission to the CPMU.

Selection of personnel

All Project staff must be suited to the needs of the Project.

BNDES Project staff will be designated by BNDES based on their institutional positions.

All Project Parties staff will be identified through open, competitive and transparent processes and will be selected based on their professional qualifications, experience and profile. For SIU staff, permanent public servants may be indicated directly by the State Secretary under which the sub-project will be implemented, provided they meet the professional qualifications, experience and profile.

Project Implementation Manual (PIM)

The Project will be executed, inter alia, as provided for in the PIM prepared and agreed by BNDES and IFAD.

The PIM details, among other things: (i) eligibility criteria for communities and beneficiaries; (ii) criteria for selecting the project areas within each State; (iii) criteria and process for the approval of TRIPs; (iv) criteria and process for the selection of the Participating States; (v) IFAD requirements for the Sub-Grant Agreements; (vi) the project monitoring and impact measurement guidelines; (vii) definition and principles for the Agroforestry System Investments (ISAs); (viii) requirements for the selection of the key

Project staff in the implementation of the Project; and (ix) content and requirements of the physical and financial reporting by the States and the PMEL Unit.

Any amendment to any section of the PIM requires agreement between BNDES and IFAD.

Subsidiary Agreements

The Lead Project Agency shall enter into a Subsidiary Agreement with each Project Party for the implementation of the subproject activities.

Each Subsidiary Agreement shall clearly specify the financing amounts, terms and the scope of the sub-project. The Subsidiary Agreements shall also, as applicable: (i) document the Project Parties' commitment from its counterpart; (ii) contain the Project Parties obligation to provide all Project information that BNDES reasonably requests; and (iii) specify that the Project Parties shall maintain a register of assets (e.g. goods and equipment) acquired with the proceeds of the Financing and that at completion of Project implementation, such assets will be transferred to the Target Population, and/or Project Parties.

For the purposes of Section D.3 (f) of the Agreement, the Borrower/Recipient and the Project Parties shall notify the Fund of any notice of an investigation by judicial or administrative authorities of fraud and/or corruption that are received in relation to any of the Project activities.

Annual Progress Reports

The Progress Reports referred to in Section 8.03 of the General Conditions, to be presented annually, shall present the physical and financial progress of the project against annual and overall targets in conformity with the information requirements specified in the PIM and according to BNDES policies and procedures.

Schedule 2
Allocation

1. *Allocation of Financing Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Additional IFAD Loan (US\$ 35 million), and their respective allocations:

Category	Additional IFAD Loan Amount Allocated (Expressed in US\$)
Component 1 Financing of Climate resilient productive systems (CRPS)	10 198 296
Component 2 Financing of water access for production	21 185 663
Component 3 Knowledge management and scaling-up	1 266 029
Project Management	2 350 012
TOTAL	35 000 000

2. Any reallocation by IFAD of amounts of the Financing to another category of Eligible Expenditures under Section 4.06 of the General Conditions must be approved in writing by the Borrower in advance, provided that no reallocation will be permitted between different financial instruments.

3. Overdrafts of up to 30% of each original allocation indicated in the Allocation Table above are authorised to be made by the Borrower. For the avoidance of doubt such overdrafts may be made without requiring changes to the Allocation Table and/or a request for prior authorisation.

4. **Financial Reporting Requirements.** Detailed information on the financial reporting requirements is addressed in the PIM.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01 (a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Additional Loan account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

Compliance with Environment and Social Safeguards.

1. The Borrower shall contractually require under the Subsidiary Agreements that the Project will be implemented in compliance with (i) the Project's Social Environmental and Climate Assessment Procedures (Project's SECAP), which includes the Environmental and Social Management Plan (ESMP), the Indigenous Peoples Planning Framework (IPPF), and the Stakeholder Engagement Plan; (ii) the Gender Assessment and Action plan; and (iii) the requirements of Brazilian law, specifically: (a) all water harvesting and storage investment in Component 2 will be designed to not interfere with ecological water flows or natural drainage of water bodies; (b) the treatment and reuse of household grey and black water shall comply with health and environmental standards, including applying required monitoring; and (c) adequate monitoring and verification of safeguard compliance will be applied throughout Project life.

2. The Borrower will contractually require that the project not support or finance, directly or indirectly, any activities with potential environmental and social risks that are equivalent to category A pursuant to the Environmental and Social Risks Categories, as well as any other activities listed in the exclusion list provided in the PIM; and that the measures included in the safeguards documents referenced above are undertaken, and the resources needed for their implementation are made available, in a timely manner.

3. The PIM further details how these requirements will be met.

4. *Anticorruption Measures.* The Borrower and the Project Parties shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations as agreed by the Parties and detailed in the Project Implementation Manual (PIM), and in compliance with Brazilian law.

5. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower shall contractually require in the Subsidiary Agreements that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse to the extent set forth under the Project's SECAP as agreed by the Parties and detailed in the Project Implementation Manual (PIM), and in compliance with Brazilian law.

GUARANTEE AGREEMENT

This GUARANTEE AGREEMENT is signed on _____, 202X between the FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL (hereinafter referred to as "Guarantor") and the INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (hereinafter referred to as "IFAD" or "the Fund" and together the "Parties").

WHEREAS:

Through an Additional IFAD Loan No. XXXXXXXX (hereinafter referred to as "Financing Agreement"), entered into on this same date, between IFAD and the BANCO NACIONAL DE DESENVOLVIMENTO ECONÔMICO E SOCIAL – BNDES (hereinafter referred to as "Borrower"), IFAD has agreed to provide the Borrower with Financing composed of an Additional IFAD Loan of thirty-five million United States dollars (US\$ 35 000 000), provided that the Guarantor guarantees the Borrower's payment obligations for the Additional IFAD Loan and remains fully bound until full payment of such obligations stipulated in the referred Financing Agreement and that the said Guarantor contracts the additional obligations specified in this Agreement.

The Guarantor, given the fact that IFAD signed the Financing Agreement with the Borrower, agreed to guarantee unconditionally and irrevocably the due and timely payment of the principal, interest and other charges of the Additional IFAD Loan, in accordance with the provisions of this Agreement.

THE PARTIES agree the following:

1. The following documents collectively constitute an integral part of this Agreement: this Agreement, the Financing Agreement, and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as last amended in December 2022 (the "General Conditions"). Unless the context otherwise requires, the several terms defined in the General Conditions and the Financing Agreement have the respective meanings therein set forth.
2. The Guarantor hereby unconditionally and irrevocably guarantees, as primary obligor and not as surety merely, the due and timely payment of the principal of, and the payment of interest and other charges on the Additional IFAD Loan due under the Financing Agreement whose terms the Guarantor declares to be fully aware of. These financial obligations do not include the commitment by the Borrower to provide additional resources to the execution of the Project.
3. The Guarantor undertakes not to take any action or allow, within the scope of its competence, measures to be taken that hinder or prevent the execution of the Project or obstruct the fulfillment of any obligation of the Borrower established in the Financing Agreement.
4. In cases of amendments to the Financing Agreement, the Borrower must obtain the prior approval of the Guarantor to any modifications or amendments to the Financing Agreement.
5. The Guarantor undertakes to:
 - (a) cooperate, within the scope of its competence, to ensure the fulfillment of the objectives of the Financing;

- (b) inform IFAD, as urgently as possible, of any fact that makes it difficult or may make it difficult to achieve the objectives of the Financing, or the fulfillment of the Borrower's obligations;
 - (c) within its competence, provide IFAD with the information it reasonably requests regarding the Borrower's situation;
 - (d) facilitate, within the scope of its competence, IFAD's representatives in the exercise of their functions related to the Financing Agreement and the execution of the Project; and
 - (e) inform IFAD, as urgently as possible, if it is, in compliance with its obligations as a joint debtor, making payments corresponding to the Financing Agreement.
6. The Guarantor agrees that both the principal and interests, and other charges on the Additional IFAD Loan will be paid without any reduction or restriction, free of any taxes, fees, duties or charges set forth in the laws of the Federative Republic of Brazil, and that both this Agreement and the Financing Agreement will be exempt from any applicable tax, fee or duty in connection with the execution, registration and execution of contracts.
 7. The Guarantor will not be released from any liability with IFAD until the Borrower has fully complied with all the financial obligations assumed in the Financing Agreement. In the event of any default by the Borrower, the Guarantor's obligation will neither be subject to any notification or challenge, nor to any procedural formality, demand or prior action against the Borrower or against the Guarantor itself. In the event of default by the Borrower, the Fund shall not be required to exhaust its remedies against the Borrower prior to enforcing its rights against the Guarantor. The Guarantor also expressly waives any rights, order or excussion benefits, faculties, favours or resources that assist, or may assist the Guarantor. The Guarantor declares itself aware that it will not release any of its liability to IFAD if there is: (a) an omission or abstention by IFAD in the exercise of any rights, powers or remedies that has against the Borrower; (b) IFAD's tolerance or agreement with the Borrower's default or delays that he may incur in fulfilling its obligations; (c) deadlines, extensions or any other concessions made by IFAD to the Borrower, provided that it has the prior consent of the Guarantor; (d) alteration, amendment or revocation, in whole or in part, of any of the provisions of the Financing Agreement, provided that they are made with the prior consent of the Guarantor.
 8. IFAD's delay or abstention in the exercise of the rights agreed in this Agreement cannot be interpreted as a waiver of such rights, nor as an acceptance of the circumstances that would allow it to exercise them.
 9. Any dispute that arises between the parties regarding the interpretation or application of this Agreement, which cannot be resolved by mutual agreement, will be subject to arbitration, as established in Section 14.04 of the General Conditions. For the purposes of this arbitration, all references made to the Borrower in the aforementioned Section apply to the Guarantor.
 10. Unless a written agreement stipulates another procedure, all notices, requests or communications that the contracting parties must send to each other under this Agreement must be made, without exception, in writing and will be considered

effective upon their delivery to the addressee, by any usual means of communication, at the address indicated below:

For IFAD:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy
Email: ifad@ifad.org

For the Guarantor:

Ministério da Fazenda
Procuradoria-Geral da Fazenda Nacional (PGFN)
Esplanada dos Ministérios, Bloco P, 8º Andar
CEP: 70.048-900 Brasília, DF
Brasil
Email: apoioconf.df.pgfn@pgfn.gov.br

Ministério da Fazenda
Secretaria do Tesouro Nacional
Coordenação-Geral de Controle da Dívida Pública
Esplanada dos Ministérios, Bloco P, Ed. Anexo, Ala A
1º andar, sala 121
Brasília – DF – Brasil
70048-900
E-mail: gecod.codiv.df.stn@tesouro.gov.br codiv.df.stn@tesouro.gov.br

IN WITNESS WHEREOF, the Guarantor and IFAD, each acting through its authorized representative, have signed this Agreement in three (3) copies, one for IFAD, one for Guarantor and one for Borrower, of equal content and for a single effect in Brasília, Brazil on the date indicated above.

FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL
DEVELOPMENT (IFAD)

[Name]
[Position]

Alvaro Lario
President